

Études internationales

***Who Governs the Globe ?*, Deborah D. Avant, Martha Finnemore et Susan K. Sell, 2010, Cambridge, Cambridge University Press, 440 p.**

Luc Sindjoun

Volume 42, numéro 4, décembre 2011

URI : id.erudit.org/iderudit/1007556ar

DOI : [10.7202/1007556ar](https://doi.org/10.7202/1007556ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN 0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sindjoun, L. (2011). *Who Governs the Globe ?*, Deborah D. Avant, Martha Finnemore et Susan K. Sell, 2010, Cambridge, Cambridge University Press, 440 p.. *Études internationales*, 42 (4), 534–536. doi:10.7202/1007556ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

de lutte contre l'hégémonie et toutes les formes de domination/les relations internationales comme relations d'égalité/les relations internationales comme relations d'interconnaissance dans le respect mutuel).

La prise au sérieux de la place de l'éthique dans les relations internationales est aussi liée à un souci de connexion permanente avec la réalité ; celle-ci n'est pas séparable de l'éthique dans ses caractéristiques fondamentales et ses dynamiques d'évolution. La guerre et la paix, considérées par les réalistes comme étant les activités qui constituent le domaine de définition des relations internationales, sont structurées par des considérations morales. En effet, faire la guerre et la paix ou, encore, concevoir la sécurité ne sont pas des activités neutres ; elles sont liées à des valeurs et à des normes qui influencent les acteurs. Les droits de l'homme, en tant que donnée majeure des relations internationales, participent de la consolidation de la dimension normative ; la promotion et la protection de l'universalité des droits de l'homme, l'affirmation des droits de l'enfant ou encore de l'égalité hommes-femmes relèvent des préoccupations éthiques. Il en est de même de la justice internationale. L'évolution vers une société globale réunissant et mettant en interaction des individus et des sociétés d'origines diverses constitue un nouveau cadre d'affirmation de l'éthique tant il est vrai qu'il n'y a pas de vécu collectif sans un minimum de valeurs en partage.

Ainsi, aussi bien dans leur structuration classique comme relations de guerre et de paix que dans leur agencement contemporain comme relations supranationales transcendant les États, les relations internationales sont des

relations sociales comme les autres, travaillées par des valeurs et des normes. D'où la consubstantialité entre relations internationales et éthique : on ne peut pas comprendre de manière systématique les relations internationales en ignorant l'éthique qui l'influence et qu'elles produisent. Dès lors, l'introduction de l'analyse normative dans le champ des relations internationales ne fait pas suite à la contrebande, encore moins à une entrée par effraction. Parce que les normes, la morale et l'éthique sont des données des relations internationales, alors l'analyse normative a droit de cité, d'autant plus que le réalisme classique a tendance à les minimiser, voire à les méconnaître. C'est un mérite pour les auteurs de l'ouvrage collectif que d'avoir pu illustrer la fécondité heuristique de l'analyse normative. Toutefois, il reste que l'éthique des relations internationales présentée est une éthique désincarnée dont l'identité des producteurs est occultée, dont semble niée la réalité du rapport de forces politiques et culturelles qui préside à son élaboration et à son imposition, dont la neutralité est plus postulée que démontrée. Cette lacune est liée aux œillères paradigmatiques : le normativisme n'a pas le monopole de l'explication de l'éthique.

Luc SINDJOUN

Université de Yaoundé II, Cameroun

Who Governs the Globe ?

*Deborah D. AVANT, Martha
FINNEMORE et Susan K. SELL,
2010, Cambridge,
Cambridge University Press, 440 p.*

Sur le plan épistémologique, il est constant que l'on ne puisse envisager une discipline scientifique sans une question canonique connotant un enjeu

de connaissance et une problématique d'interrogation de la réalité. C'est ainsi que l'on peut valablement prétendre que la sociologie politique est difficilement compréhensible indépendamment de la question classique « qui gouverne ? » ; question permettant de poser la sociologie politique comme un tour d'horizon de la société qui accorde une importance particulière aux multiples formes de déclinaison du rapport d'inégalité entre les volontés. Ici et maintenant, l'enjeu est celui du sort épistémologique de la question « qui gouverne ? » dans les relations internationales. Sur ce territoire épistémologique, les habitudes de pensée ont établi un lien entre la question « qui gouverne ? » et le thème de la puissance ; ici, la puissance est aux relations internationales ce que le pouvoir est à la sociologie politique. Dès lors, la réponse à la question « qui gouverne ? » est dominée par l'école réaliste portée vers l'inventaire des ressources de la puissance, vers leur distribution inégale entre États et leur mobilisation en vue de l'augmentation des chances de faire triompher sa volonté. L'ouvrage *Who Governs the Globe ?* procède à une rupture épistémologique. Certes, la question est la même : « Qui gouverne ? » Le niveau d'observation est cependant distinct, à savoir le global : « Qui gouverne le globe ? » Jusqu'à présent, la question « qui gouverne ? » était dominée par une perspective interétatique des relations internationales, les États étant considérés comme les acteurs exclusifs, les détenteurs du dernier mot. Sous l'impulsion de Deborah D. Avant, Martha Finnemore et Susan K. Sell, il s'agit de poser la question « qui gouverne ? » et d'y répondre par rapport au global, c'est-à-dire à un niveau d'observation qui intègre et dépasse les États, sans préjudice de la prise en considération

des interactions micro-macro ; dans une perspective globale, les États, comme l'affirment les directeurs de l'ouvrage, cohabitent avec une variété d'acteurs, notamment les organisations internationales, les firmes multinationales, les associations professionnelles. En d'autres termes, on passe de la « simplification » étatique des relations internationales à leur « complexification » globale du fait des origines diverses des acteurs. Ainsi, le premier mérite de l'ouvrage est de procéder à un renouvellement épistémologique de la question « qui gouverne ? » dans les relations internationales. Le monopole réaliste de la question est remis en cause et il en découle un gain de connaissance de la gouvernance globale.

Né d'une frustration liée au peu d'importance accordé à la diversité et à la créativité de la gouvernance globale, en raison de l'enfermement des théories traditionnelles dans la prison conceptuelle de l'intergouvernementalisme, l'ouvrage collectif dirigé par Deborah D. Avant, Martha Finnemore et Susan K. Sell est fondé sur une interaction dynamique entre onze chapitres. Divers objets sont analysés, notamment la gouvernance du système de justice pénale internationale, le positionnement comme gouverneur global de l'International Organization for Standardization (ISO), la coopération dans les zones de conflit, l'autonomisation des représentants des États dans les organisations internationales, l'autorité au sein de l'Union européenne, la mobilisation autour des armes légères, l'externalisation de l'autorité par le biais des contrats avec les acteurs du secteur privé, les objectifs du Millénaire pour le développement, le contrôle des normes dans le domaine de la technologie électrique et électronique ou encore l'éducation pour tous. Autant

d'objets et de thèmes à partir desquels la gouvernance globale est appréhendée de manière concrète ; mieux, au-delà de la gouvernance globale, ce qui est analysé, c'est l'action des gouverneurs globaux, c'est-à-dire des autorités qui exercent le pouvoir par delà les frontières des États, qui élaborent des plans d'action, qui établissent et mettent en œuvre des programmes. En choisissant de rendre compte des gouverneurs globaux concrets et singuliers, les auteurs de l'ouvrage rompent avec l'approche totalisante de la gouvernance globale, qui fournit des idées générales. Or, par l'intermédiaire des gouverneurs globaux que sont, notamment, soit les dirigeants des organisations intergouvernementales ou supranationales telles que le FMI et l'Union européenne, soit les dirigeants des organisations non gouvernementales telles que l'International Organization for Standardization (ISO), il devient possible de cesser de lustrer le concept de gouvernance globale et d'illustrer les gouverneurs globaux à travers leurs origines, leurs actions, les effets de leurs actions, les échanges avec leurs environnements respectifs ou encore les moyens mobilisés pour atteindre leurs objectifs. Il en découle une lecture nuancée des gouverneurs globaux dont les conditions d'apparition, d'évolution du rôle varient d'un cas à l'autre dans un contexte fait de tensions et de synergie. Ainsi, la gouvernance globale renvoie à un milieu protéiforme et dynamique dont les principaux acteurs, les gouverneurs globaux, entretiennent entre eux des relations de coopération ou de conflit dans des circonstances particulières. Bref, c'est un milieu politique comme un autre en dépit de ses spécificités entraînant une appréhension particulière de la légitimité et de la responsabilité des dirigeants.

Au total, l'ouvrage collectif dirigé par Deborah D. Avant, Martha Finnemore et Susan K. Sell tient sa promesse de renouvellement de la réflexion ; est remarquable sa contribution à la saisie de la multiplicité des autorités dans la politique globale, des fondations micro du champ politique global, des processus dynamiques de l'action des gouverneurs globaux. Il reste, cependant, que l'option de Deborah D. Avant, Martha Finnemore et Susan K. Sell en faveur des gouverneurs globaux aurait été enrichie par une approche biographique pour davantage les individualiser et échapper aux pièges du structuralisme et du fonctionnalisme : les gouverneurs globaux ont une histoire personnelle et locale qui détermine en partie la manière dont ils accomplissent leurs missions.

Luc SINDJOUN

Université de Yaoundé II, Cameroun

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

China's Integration with the Global Economy. WTO Accession, Foreign Direct Investment and International Trade

*Chunlai CHEN (dir.), 2009,
coll. Advances in Chinese Economic
Studies, Cheltenham, Edward Elgar,
227 p.*

La croissance économique de la Chine et sa montée à la deuxième place dans la structure du pouvoir économique mondial doivent être considérées comme l'événement international le plus important depuis la fin de la guerre froide. L'ouverture économique et les marchés libres, l'intégration dans l'économie mondiale capitaliste et les investissements directs à l'étranger (IDE) sont parmi les facteurs qui influent sur